

Entre débrouille et entraide, le premier hiver à la rue de Christophe et de Gilles

L'un était dessinateur industriel, l'autre cariste. Depuis quatre mois, ils sont sans-abri

Reportage

Le froid ? « Ça fait partie du stage SDF. Jusqu'à présent, c'était trop facile. » Dans les courants d'air du centre commercial du Forum des Halles, à Paris (1^{er} arrondissement), bonnet vissé sur la tête, Christophe Besson prend la situation avec humour.

Avant la période de froid qui a fait, mardi 15 décembre, sa première victime – un sans domicile fixe, retrouvé mort à Bordeaux –, Christophe avait pris l'habitude de dormir tous les soirs sur une des terrasses du centre commercial, au côté de Gilles (qui a requis l'anonymat), son compagnon d'infortune.

Depuis mercredi soir, ils ont délaissé « leur appartement avec vue imprenable sur Paris », plaisantent-ils, pour aller dormir à la mairie du 1^{er} arrondissement, une des trois mairies parisiennes, avec celles du 3^e et 4^e, à accueillir des personnes sans-abri en cas de froid extrême. « Jusqu'à dix neuf personnes peuvent y dormir. Mercredi soir, nous n'étions que sept, raconte Christophe. Mais si les températures continuent à baisser, ça devrait se remplir. »

Christophe, 48 ans est parisien, Gilles, 44 ans, normand. Tous deux, à la rue depuis quatre mois, sont des néophytes de la galère, mais ils commencent à bien en connaître les ficelles. « Le binôme » comme ils

s'appellent, s'est formé il y a un mois devant la petite entrée de l'église Saint-Eustache. Gilles, qui a débarqué de Cherbourg après la perte de son emploi de cariste, y avait élu domicile. « Christophe est passé par-là, on s'est mis à parler des choses de la rue », résume Gilles. Depuis, ils font la paire contre les adversités du quotidien.

« Jusqu'à ces derniers jours, le

« Jusqu'à ces derniers jours, le froid n'était pas le plus gros souci »

Gilles, 44 ans ancien cariste

froid n'était pas le plus gros souci », affirme Gilles. Rien en tout cas à côté de la peur de l'agression ou du vol. Dès le redoux, ils ont l'intention de retourner à leur bivouac de carton. Températures négatives ou pas, le rythme de leur journée n'a pas vraiment changé et leur objectif est toujours le même : « Rester actif pour ne pas avoir le moral dans les chaussettes. »

Il y a quelques mois, Christophe gagnait bien sa vie : 2 500 euros en moyenne, grâce à des missions d'interim en qualité de dessinateur dans le bâtiment. « Avec la crise, les missions se sont faites de plus en plus rares. J'ai dû quitter mon appartement. Je suis alors passé de cham-

bres d'hôtel à 50 euros à celles à 35 puis à 15, jusqu'au jour où je me suis retrouvé à la rue », raconte-t-il. En attendant d'être indemnisé par l'assurance chômage, ce grand chauve est passé maître dans l'organisation d'un quotidien balisé d'étapes.

Le réveil se fait à 6 heures, au bruit de l'arrivée de l'équipe de nettoyage du Forum des Halles. Il faut, en quelques minutes, remballer sacs de couchage et affaires personnelles, avant qu'ils ne soient trempés pas les jets d'arrosage. Puis pause petit déjeuner dans un centre Emmaüs du quartier.

Tous les deux jours, direction les bains douches gratuits de la rue du Renard, toute proche. Une fois par semaine, c'est la lessive, faite dans une association du quartier de la Madeleine. « Comme c'est sur rendez-vous, il faut s'arranger avec les heures de déjeuner ou de dîner servis à 11 h 30 et 17 heures au restaurant social de la rue de Santeuil », explique Gilles. C'est tôt, alors le soir, on va plutôt à la soupe de Saint-Eustache qui ouvre à 19 h 30, poursuit-il. Ils y restent un moment pour manger ou pour récupérer le petit sac de nourriture qui constituera leur pique-nique du lendemain.

À côté de ces tâches d'intendance, s'ajoutent les heures de marche dans tout Paris qui font économiser quelques tickets de métro et permettent, au passage, de grignoter un peu ces journées qui s'éti-

rent souvent trop lentement. Et puis il y a les formalités administratives.

Comme Christophe, Gilles est resté plusieurs mois sans faire valoir ses droits à l'assurance chômage. Employé depuis ses 18 ans, il avait toujours réussi à rebondir. Mais avec la récession, les opportunités sont devenues rares.

« Quand j'ai été licencié – un bon boulot chez un concessionnaire automobile à 1 300 euros net –, j'ai un peu perdu les pédales. Il fallait que je quitte Cherbourg et j'ai pensé que ce serait plus facile en région parisienne. » A partir de janvier, il espère que ses indemnités lui permettront de se loger dans un hôtel social, puis de trouver un emploi pour enfin se sortir « de cette mauvaise passe ».

Christophe, lui, s'est découvert une fibre sociale. « Pourquoi ne pas monter ma propre association qui viendrait en aide aux gens de la rue en leur proposant des services tout simples ? », réfléchit-il.

En attendant, leur agenda est rempli jusqu'à la fin de l'année. « J'ai eu des places pour un concert et une expo, énumère Christophe. Un réveillon de Noël offert par une association à Saint-Germain, la Saint-Sylvestre, avec Emmaüs... »

Remplir, remplir... pour dompter ce premier hiver à la rue, avec l'espoir que se sera le seul. ■

Catherine Rollot



Christophe et Gilles, SDF depuis quatre mois, dorment sur la terrasse du Forum des Halles, à Paris. STÉPHANE NORSIC POUR « LE MONDE »

Chiffres

Statistiques Selon la Fondation Abbé-Pierre, la France comptait 100 000 sans domicile fixe en 2008. 320 SDF sont morts en France depuis le début de l'année 2009, dont 14 entre fin novembre et début décembre, selon un décompte du collectif des Morts de la rue, arrêté au 7 décembre.

Hébergement Au 30 septembre, on comptait 108 417 places d'hébergement dont 33 094 destinées aux seuls demandeurs d'asile. Elles se répartissent entre les centres d'hébergement d'urgence (CHU 12 818 places) et les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS 39 165 places). S'y ajoutent 12 201 places d'hôtels, 3 985 places dites de stabilisation, et 7 160 places dans des Maisons relais. Pendant l'hiver, 8 132 places renforcent ce dispositif.

Les SDF réclament surtout un soutien moral

PLUS QU'UN hébergement, les sans-abri réclament du réconfort physique ou moral. C'est ce qui ressort d'une consultation effectuée auprès de ce public par six associations.

Pour la première fois, les équipes de maraude de la Croix-Rouge, du Samu social de Paris, des Restos du cœur, de la Fondation Armée du Salut et de l'Ordre de Malte, aidées par le collectif des Morts de la rue, ont interrogé les sans-abri sur leurs attentes.

Malgré la faiblesse du panel – 255 avis exploitables recueillis dans 30 départements différents –, les résultats de cette étude, dévoilée en septembre, confortent l'idée souvent défendue par les acteurs de terrain de l'inadaptation des dispositifs de premier accueil pour une partie des personnes à la rue.

52 % des SDF dénoncent ainsi le manque d'intimité des centres d'hébergement d'urgence, 46 % regrettent qu'ils soient peu propices au repos et 38 % critiquent leur hygiène et le manque de sécurité.

Au-delà de l'hébergement, 58 % des SDF souhaiteraient plus de lieux d'hygiène. La moitié plébiscite aussi des espaces d'aide à leurs démarches administratives. Les sans-abri souhaiteraient par ailleurs que les divers services qui leur sont destinés (hébergement, orientation, santé...) soient regroupés en un lieu unique.

L'étude a aussi permis de comparer les attentes des sans-abri et les objectifs des équipes mobiles. Si globalement les missions que se fixent les caritatifs (apporter du réconfort, satisfaire les besoins matériels) répondent aux attentes

exprimées par les personnes à la rue, un examen plus approfondi des résultats met en lumière des divergences réelles.

Les bénéficiaires recherchent comparativement plus de soins que ce que les associations leur proposent. 48 % des personnes interrogées attendent ainsi que les équipes mobiles leur proposent une offre de soin, et 41 % trouvent difficile d'accéder au système de santé.

La recherche de réconfort autant physique que moral est énoncée par 79 % des SDF. Ce résultat traduit l'isolement très fort dont souffrent les sans-domicile fixe.

Le sentiment de rejet de la société est ainsi souvent vécu plus douloureusement que les inconforts matériels de la vie à la rue. ■

C. Ro.